

AUSTRALIE

La croissance devrait retomber à 2 ¼ pour cent en 2015, mais revenir à près de 3 % en 2016. L'accélération de la consommation, mais aussi de l'investissement et des exportations dans les secteurs autres que les ressources naturelles aident l'économie à s'ajuster et à se redresser après la chute des prix des produits de base et le reflux de l'investissement minier. La hausse des prix à la consommation est freinée par la baisse des prix du pétrole et elle restera modérée du fait de la sous-utilisation des capacités.

Vu les incertitudes qui entourent les prévisions et les incidences négatives du repli des taux sur des marchés immobiliers et du crédit en pleine expansion, il serait bon de garder en réserve la puissance de feu de la politique monétaire. La politique budgétaire devrait continuer d'apporter, si nécessaire, un soutien à l'activité grâce au jeu des stabilisateurs automatiques. Des réformes structurelles s'imposent pour faciliter l'ajustement de l'économie après le boum des ressources naturelles, notamment en augmentant encore la part des impôts indirects dans la fiscalité.

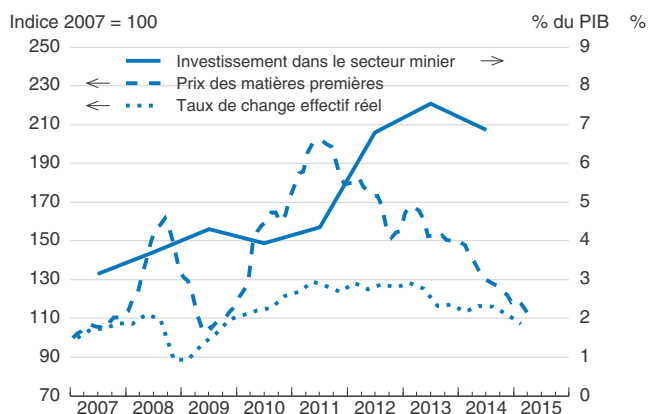
Le recul de l'investissement dans le secteur des ressources naturelles correspond à l'achèvement des grands projets et le ralentissement des nouveaux programmes d'équipement dans le contexte de la chute des prix des produits de base. L'amélioration du climat de l'investissement en dehors du secteur des ressources naturelles exige des politiques macroéconomiques saines, la poursuite de la réforme fiscale, la simplification des formalités administratives et des mesures pour stimuler la concurrence. Les projets d'investissement dans les infrastructures publiques sont bienvenus, à condition qu'ils soient sélectionnés sur la base d'une analyse rigoureuse de leurs coûts et avantages.

Le rééquilibrage se poursuit

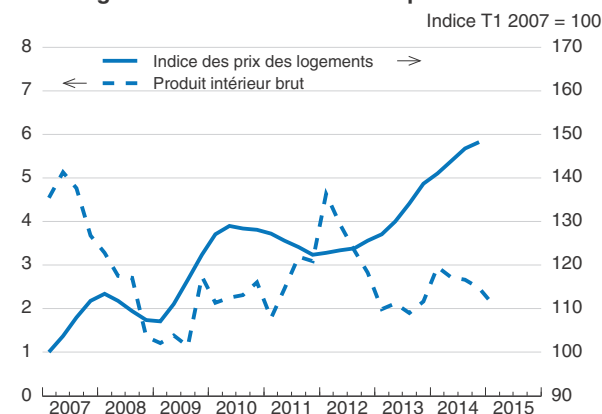
La faiblesse des marchés des produits de base, notamment ceux du minerai de fer et du charbon, et la baisse de l'investissement qui en a résulté dans le secteur des ressources

Australie

L'ajustement du secteur des ressources continue¹



La hausse des prix des logements continue malgré une croissance économique modérée



1. Les investissements dans le secteur minier se rapportent aux exercices budgétaires. Le taux de change effectif réel est basé sur des pondérations des échanges constantes.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 ; Base de données des Prix des logements de l'OCDE ; Australian Bureau of Statistics, cat. n° 5204.0 et 5206.0 ; et Banque d'Australie.

Australie : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants, milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012/2013)				
PIB aux prix du marché	1 454.7	3.7	2.0	2.7	2.3	2.9
Consommation privée	780.4	2.5	1.7	2.5	2.7	3.0
Consommation publique	256.9	2.3	0.8	2.0	1.3	1.6
Formation brute de capital fixe	395.2	9.0	-2.2	-2.0	-1.3	0.7
Demande intérieure finale	1 432.5	4.2	0.4	1.2	1.4	2.1
Variation des stocks ¹	9.7	-0.1	-0.4	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 442.2	4.1	0.0	1.2	1.4	2.1
Exportations de biens et services	314.3	6.5	6.2	6.7	5.7	6.2
Importations de biens et services	301.7	6.3	-1.9	-1.8	-0.3	2.7
Exportations nettes ¹	12.6	0.1	1.6	1.8	1.2	0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.4	1.2	0.4	-0.4	1.9
Indice des prix à la consommation	—	1.7	2.4	2.5	1.6	2.4
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	2.6	2.3	1.5	2.3
Taux de chômage	—	5.2	5.7	6.1	6.0	5.8
Taux d'épargne nette des ménages ²	—	10.4	10.4	9.4	8.8	8.1
Solde des administrations publiques ³	—	-2.6	-1.4	-2.2	-1.9	-1.5
Dette brute des administrations publiques ³	—	37.3	38.3	42.5	44.6	46.8
Balance des opérations courantes ³	—	-4.3	-3.3	-2.8	-3.1	-2.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226995>

naturelles ont entraîné des pertes d'emploi et de production, même si l'activité minière elle-même n'a pas vraiment diminué. Des ajustements positifs sont en cours dans d'autres branches de l'économie, où la dépréciation de la monnaie stimule les exportations et l'emploi ; le tourisme, par exemple, connaît une embellie. Parallèlement, les prix des logements continuent d'augmenter et l'expansion du crédit s'accélère, surtout dans les grandes villes, de plus en plus souvent du fait des investisseurs. Les données relatives aux permis de construire montrent que l'offre réagit vigoureusement à la demande. La hausse des prix à la consommation reste modeste, l'inflation engendrée par la dépréciation de la monnaie ayant été en partie compensée ces derniers temps par la baisse du prix du pétrole.

Les politiques macroéconomiques amortissent le ralentissement de l'activité sur les marchés des produits de base

Préoccupée par l'évolution de l'économie réelle et en l'absence de tensions inflationnistes, la Banque de réserve d'Australie (RBA) a abaissé son taux directeur de 25 points de base une première fois en février, ce qui l'a ramené à 2.25 %, puis de nouveau en mai, où il est descendu à 2 %, alors qu'elle ne l'avait pas modifié depuis août 2013. Cependant, les avantages nets d'un nouvel assouplissement de la politique monétaire à court terme ont été soigneusement calculés. Le dynamisme du marché immobilier et

l'éventuelle nécessité de recourir à des mesures expansionnistes, compte tenu de l'incertitude des perspectives macroéconomiques, invitent en effet à la prudence. La RBA est censée commencer à relever le taux directeur au début de 2016 en réponse à l'amélioration des conditions économiques.

Les propositions budgétaires publiées en mai n'ont pas vocation à combler le déficit plus élevé que prévu ; de fait, le rythme de l'assainissement des finances publiques est légèrement plus lent que dans le budget précédent. La ligne choisie est adaptée au contexte de la dégradation des recettes et des résultats macroéconomiques depuis la chute des prix des produits de base. Le déficit des administrations publiques devrait diminuer et être ramené à 1.9 % en 2015, puis 1.5 % en 2016.

Des réformes structurelles contribueraient à l'ajustement économique et à une croissance inclusive

Des réformes structurelles ont été engagées pour aider au rééquilibrage de l'activité économique en dehors du secteur des ressources naturelles. En témoignent notamment les initiatives prises pour développer les infrastructures ainsi qu'un début de réforme fiscale. Par rapport à l'exercice précédent, le budget pour 2015-16 réduit le périmètre des réformes structurelles envisagées et met moins l'accent sur les mesures de compression des coûts. Il propose notamment un train de mesures en faveur des petites et moyennes entreprises, parmi lesquelles l'instauration d'un taux d'imposition préférentiel et une augmentation des abattements. À noter également les nouvelles aides prévues pour la garde des enfants et les dispositions proposées pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, dont une nouvelle législation anti-évasion et l'extension de la taxe sur les biens et services à la fourniture transnationale de biens et services numériques. À l'avenir, les réformes structurelles devraient avoir en priorité pour but de poursuivre le rééquilibrage entre fiscalité directe et indirecte au bénéfice de cette dernière, notamment en faisant en sorte que le système repose moins sur l'imposition des revenus des personnes physiques et des bénéfices des sociétés et en prenant des mesures visant par exemple à élargir le recours à la taxation de l'utilisation de biens et de services et aux impôts fonciers. Par ailleurs, l'augmentation envisagée des aides à la garde d'enfants devrait encourager l'activité des femmes et constituer de ce fait un facteur d'inclusion positif pour le bien-être. Dans le domaine de l'action environnementale, il importe de veiller au bon fonctionnement du fonds pour la réduction des émissions (Emission Reduction Fund) grâce à des méthodes de mesure et de vérification efficaces et à la mise en place d'un mécanisme de sauvegarde permettant d'éviter un accroissement contre-productif des émissions dans d'autres secteurs de l'économie.

La croissance de la production s'accélérera en 2016, et les incertitudes extérieures dominent le profil des risques

Le renforcement de la consommation privée contribuera pour une large part à la croissance de la production, tandis que la construction de logements et les exportations joueront aussi un rôle positif. Le taux de chômage devrait reculer à mesure que l'emploi s'ajustera aux variations sectorielles de la demande induites par le rééquilibrage de l'économie. Dans un contexte de sous-utilisation persistante des capacités, l'inflation restera modérée pendant toute la période considérée.

Les risques extérieurs restent prédominants. Les prix des produits de base pourraient très bien remonter par rapport à leurs niveaux actuels, ce qui améliorerait le bilan des entreprises et les comptes du pays. À l'inverse, si les prix des produits de base restent bas, voire diminuent encore, leur incidence sur les recettes s'intensifiera et le recul de la production pourrait nettement s'amplifier. Sur le plan intérieur, le dynamisme persistant de l'immobilier accroît le risque de correction brutale du marché, et l'incertitude considérable qui entoure la dynamique de croissance des dépenses des ménages fait peser un risque de révision, à la hausse comme à la baisse, sur les prévisions.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.